

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

□ Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

- LOI -

13 mars Loi n° 8-2015 autorisant la ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements..... 290

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

13 mars Décret n° 2015-310 portant ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements..... 294

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

- Nomination 294

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Nomination 294

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- Nomination 298

MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE

- Nomination 298

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

- Déclarations d'associations 298

PARTIE OFFICIELLE

- LOI -

Loi n° 8-2015 du 13 mars 2015 autorisant la ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements

L'Assemblée nationale et le Sénat
ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements signé à Beijing, le 20 mars 2000, dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 13 mars 2015

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Basile IKOUEBE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances, du plan, du portefeuille public
et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO

ACCORD DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine (désignés Parties Contractantes dans le présent Accord) :

- soucieux de créer des conditions favorables d'investissement pour les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie ;
- considérant que l'encouragement, la promotion et la protection réciproque de ces investissements sont de nature à stimuler les initiatives commerciales de la part des investisseurs et à accroître la prospérité dans les deux Etats ;

désireux d'intensifier la coopération entre les deux Etats sur la base de l'égalité et des intérêts communs ;

sont convenus de ce qui suit :

Article 1 Définitions Générales

1. Le terme « investissement » désigne toute sorte de capital investi par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes conformément à la législation en vigueur sur le territoire de l'autre Partie, et inclut entre autres :

- a) biens meubles et immeubles et autres droits de propriété comme les hypothèques et les garanties ;
- b) actions, obligations, titres et toute autre forme de participation dans les sociétés ;
- c) titres ou toute autre activité ayant une valeur économique associée à un investissement ;
- d) droits de la propriété intellectuelle, en particulier les droits d'auteur, les brevets, les marques déposées, l'appellation contrôlée, le procédé technique, le savoir-faire et la bonne volonté ;
- e) concessions commerciales accordées par la loi ou découlant d'un accord légal, y compris des concessions permettant de prospecter, de cultiver, d'extraire ou d'exploiter les ressources naturelles.

Tout changement de la forme du capital investi n'affecte pas sa qualité d'investissement.

2. Le terme « investisseur » désigne :

- a) les personnes physiques qui ont la nationalité de l'une ou de l'autre Partie Contractante conformément à la législation de ladite Partie Contractante ;
- b) les entités économiques, y compris les compagnies, les sociétés enregistrées, les associations, les sociétés anonymes et autres organisations créées conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes et ayant leur siège sur le territoire de cette Partie Contractante indépendamment du fait qu'elles soient lucratives ou non, ou encore que leur responsabilité soit limitée ou non.

3. Le terme « recettes » désigne les sommes générées par les investissements, y compris les bénéfices, les dividendes, les intérêts, les plus values en capital, les royalties et tout autre revenu légitime.

Article 2 Promotion et protection des investissements

- 1. Chaque Partie Contractante doit encourager les investisseurs de l'autre Partie à faire des investissements sur son territoire et accepter lesdits investissements conformément à sa législation.
- 2. Les investissements faits par les investisseurs de l'une ou de l'autre Partie Contractante doivent bénéficier d'une

protection et d'une sécurité permanentes sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

3. Sous réserve de sa législation aucune partie Contractante ne doit prendre des mesures déraisonnables ou discriminatoires à l'encontre de la gestion, du maintien, de l'usage, de la jouissance et de la disposition des investissements par les investisseurs de l'autre Partie Contractante.

4. Conformément à sa législation, la Partie Contractante concernée doit apporter son assistance et faciliter les démarches d'obtention de visa et d'un permis de travail aux nationaux de l'autre Partie s'impliquant dans des activités d'investissement sur son territoire.

Article 3

Traitement des investissements

1. Les investissements faits par les investisseurs de chaque Partie Contractante doivent jouir de façon permanente d'un traitement juste et équitable sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. Sous réserve de sa législation, chaque Partie Contractante doit appliquer aux investissements et aux activités relatives aux investissements faits par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, le même traitement que celui appliqué aux investissements et aux activités y relatives de ses propres investisseurs.

3. Aucune Partie Contractante ne doit appliquer un traitement moins favorable aux investissements et aux activités relatives à ces investissements fait par les investisseurs de l'autre Partie Contractante, que celui appliqué aux investissements et aux activités connexes des investisseurs d'un Etat tiers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent Article ne doivent pas être interprétées comme une obligation pour une Partie Contractante de faire bénéficier aux investisseurs de l'autre Partie de traitement, préférence ou privilège en vertu de :

a) toute union douanière, zone de libre échange et union économique et tout accord international aboutissant à une union douanière, une zone de libre échange, une union économique ;

b) tout accord international ou arrangement concernant entièrement ou principalement les impôts ;

c) tout accord international ou arrangement facilitant le commerce frontalier.

Article 4

Expropriation

1. Aucune des Parties Contractantes ne doit exproprier, nationaliser ou prendre des mesures similaires (ci-après désigné "expropriation") contre les investissements faits par des investisseurs de l'autre Partie Contractante sur son territoire, à moins que les conditions suivantes aient été remplies :

a) pour l'intérêt public ;

b) conformément à la procédure judiciaire nationale ;

c) sans discrimination ;

d) contre dédommagement.

2. Le dédommagement mentionné au paragraphe 1 du présent Article doit équivaloir à la valeur des investissements ainsi expropriés immédiatement avant que l'expropriation n'ait eu lieu ou que l'expropriation qui va avoir lieu ne soit connue sur la place publique, ce qui veut dire plus tôt. Cette valeur doit être déterminée conformément aux principes d'évaluation généralement reconnus. Le dédommagement doit comprendre l'intérêt au taux en cours pratiqué dans le commerce et applicable à la monnaie dans laquelle l'investissement a été fait à l'origine, à compter de la date d'expropriation jusqu'à la date de paiement. Le dédommagement/compensation doit également se faire sans délai, doit être effectivement réalisable et librement transférable.

Article 5

Dédommagement/compensation pour préjudices et pertes

1. Les investisseurs d'une Partie Contractante dont les investissements sur le territoire de l'autre Partie Contractante connaissent des pertes pour cause de guerre, d'état d'urgence, d'insurrection, d'émeutes ou d'autres événements similaires sur le territoire de cette dernière, doivent bénéficier de la part de cette Partie Contractante d'un traitement dans le sens de restitution, l'indemnisation, la compensation et autres réparations, pas moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux d'un Etat tiers.

2. Sous réserve du paragraphe 1 du présent Article, les investisseurs d'une Partie Contractante qui, dans n'importe quelle situation mentionnée audit paragraphe, sont victimes des pertes sur le territoire de l'autre Partie résultant de :

a) la réquisition de leurs biens par les forces armées ou autorités de cette dernière, ou

b) la destruction de leurs biens par les forces armées ou autorités de cette dernière, qui n'a pas eu lieu au cours des combats ou n'ayant pas été exigée par la nécessité de la situation,

doivent bénéficier d'une restitution ou d'un dédommagement/compensation raisonnable.

Article 6

Rapatriements des investissements et des profits

1. Chaque Partie Contractante doit, sous réserve de ses lois et règlements, garantir aux investisseurs de l'autre Partie le transfert de leurs investissements et profits détenus sur son territoire, y compris :

a) les bénéfices, les dividendes, les intérêts et autres revenus légitimes ;

- b) les recettes obtenues de la vente ou de la liquidation totale ou partielle des investissements ;
- c) les remboursements conformément à un accord de prêt en rapport avec les investissements ;
- d) les royalties liées aux questions soulevées au paragraphe 1(d) de l'Article 1;
- e) les paiements des frais d'assistance technique ou de service technique, de gestion ;
- f) les paiements relatifs aux projets ;
- g) les revenus des citoyens de l'autre Partie Contractante qui travaillent dans le cadre d'un investissement sur son territoire.

2. Rien dans le paragraphe 1 du présent Article ne doit affecter le libre transfert des compensations versées conformément aux dispositions des Articles 4 et 5 du présent Accord.

3. Le transfert ci-dessus mentionné doit se faire dans une monnaie librement convertible et au taux du marché et dans les limites de l'acceptation des investissements par la Partie Contractante et à la date du transfert.

Article 7 Subrogation

Si une Partie Contractante ou son agence désignée fait un paiement à son investisseur conformément à une garantie donnée quant à un investissement fait sur le territoire de l'autre Partie, cette dernière doit reconnaître la cession de tous les droits et revendications de l'investisseur indemnisé à la première Partie Contractante ou son agence désignée par la loi ou par les opérations judiciaires, et le droit de cette première Partie Contractante ou son agence désignée à exercer en vertu de la subrogation, tout droit de la même mesure que l'investisseur.

Article 8 Règlement des litiges entre les Parties Contractantes

1. Tout litige survenant entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou l'application du présent Accord doit, autant que possible, être résolu par consultation en suivant le canal diplomatique.
2. Si un litige ne peut être ainsi résolu dans un délai de 6 mois, il doit être, à la demande d'une des Parties Contractantes, soumis à un tribunal arbitral ad hoc.
3. Ce tribunal comprend trois arbitres. Dans les deux mois qui suivent la réception de la notification par écrit sollicitant un arbitrage, chaque Partie Contractante doit désigner un arbitre. Ces deux arbitres doivent, dans un délai de deux autres mois, choisir ensemble un citoyen d'un pays tiers ayant des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes, comme Président du Tribunal arbitral.

4. Si le Tribunal arbitral n'est pas constitué dans les quatre mois qui suivent la réception de la notification par écrit sollicitant l'arbitrage, l'une des Parties Contractantes peut, en l'absence de tout autre Accord, inviter le Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à des nominations jugées nécessaires. Si le Président est un citoyen de l'une des Parties Contractantes ou est autrement empêché d'exercer lesdites fonctions, le membre de la Cour Internationale de Justice qui suit dans l'ancienneté et qui n'est pas citoyen d'une des Parties Contractantes ou n'est pas autrement empêché d'exercer lesdites fonctions, doit être invité à faire ces nominations jugées nécessaires.

5. Le tribunal arbitral doit choisir sa propre procédure. Le tribunal arbitral doit prononcer sa sentence (arbitrale) conformément aux clauses du présent Accord et principes du droit international reconnus par chacune des Parties Contractantes.

6. Le tribunal arbitral prononce sa sentence à la majorité des voix. Cette sentence est sans appel et s'impose aux deux Parties Contractantes. Le tribunal arbitral doit, à la demande de l'une des Parties Contractantes, donner les raisons de sa sentence.

7. Chaque Partie Contractante doit supporter les frais relatifs à la désignation de l'arbitre et de sa représentation aux délibérations arbitrales. Les frais concernant le Président et le tribunal sont supportés à parts égales par les Parties Contractantes.

Article 9 Règlement des litiges entre les investisseurs et une partie contractante

1. Tout litige survenant entre un investisseur d'une Partie Contractante et l'autre Partie en relation à un investissement sur le territoire de l'autre Partie Contractante doit, autant que possible, être résolu à l'amiable par voie de négociations entre les parties en litige.
2. Si le litige ne peut être résolu par voie de négociation dans un délai de 6 mois, l'une des parties au différend est autorisée à soumettre le litige à un tribunal compétent de la Partie Contractante acceptant l'investissement.
3. Tout litige, ne pouvant être résolu dans un délai de 6 mois après avoir recouru aux négociations comme prévu au paragraphe 1 du présent article, doit être soumis, à la demande de l'une des Parties :
 - a)- au Centre International pour la Résolution des Litiges en matière d'Investissements (ICSID) conformément à la convention sur la résolution des litiges entre Etats et ressortissants d'autres pays adoptées à Washington le 18 mars 1965 ou
 - b) au Tribunal arbitral ad hoc.

Sous réserve que la Partie Contractante impliquée dans le conflit demande à l'investisseur concerné

d'épuiser la procédure administrative locale de révision spécifiée par les lois et règlements de la Partie Contractante avant la soumission du litige à la procédure d'arbitrage sus-mentionnée.

Cependant, si l'investisseur concerné a eu recours à la procédure spécifiée au paragraphe 2 du présent article, les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas.

4. Sous réserve du paragraphe 3 du présent article, le tribunal arbitral ad hoc mentionné au paragraphe 3 (b) sera constitué pour chaque cas individuel de la manière suivante : chaque partie au conflit désignera un arbitre, et les deux Parties nommeront un ressortissant d'un pays tiers, ayant des relations diplomatiques avec les deux Parties Contractantes en qualité de président. Les deux premiers arbitres seront nommés dans les deux mois suivant la notification écrite demandant l'arbitrage par chaque Partie au litige à l'autre et le Président sera choisi dans les quatre mois suivants. Si, dans la période ci-dessus mentionnée, le tribunal n'a pas été constitué, chaque Partie au conflit peut inviter le Secrétaire Général du Centre International pour la Résolution des Litiges en matière d'Investissements de procéder aux nominations nécessaires.

5. Le Tribunal arbitral ad hoc doit déterminer sa propre procédure. Cependant, le tribunal peut, dans le cadre de la procédure de détermination, prendre pour guide les règles d'arbitrage du Centre International pour la Résolution des Litiges en matière d'Investissements.

6. Le tribunal mentionné au paragraphe 3 (a) et (b) du présent article obtiendra son jugement arbitral par vote à la majorité. Ce jugement arbitral sera définitif et obligatoire pour les deux parties au conflit. Les deux Parties Contractantes doivent s'engager à l'application du jugement arbitral.

7. Le tribunal mentionné au paragraphe 3 (a) et (b) du présent article prendra ses décisions conformément aux lois de la Partie Contractante au différend acceptant les investissements, y compris ses règlements sur les conflits des tribunaux, les dispositions du présent Accord ainsi que les principes applicables du droit international.

8. Chaque partie au différend supportera les coûts de son arbitre et sa représentation aux travaux arbitraux. Les coûts pertinents du Président et du tribunal seront à égalité à la charge des parties au différend. Le tribunal peut dans sa décision indiquer qu'une partie plus importante des coûts soit supportée par l'une des parties au différend.

Article 10 Autres obligations

1. Si la législation de chaque Partie Contractante ou les obligations internationales existantes ou établies par la suite entre les Parties Contractantes aboutissent à une position qui donne droit aux investissements faits par les investisseurs de l'autre Partie

Contractante à un traitement plus favorable que celui prévu par l'Accord, cette position ne sera pas affectée par le présent Accord.

2. Chaque Partie Contractante doit observer tout engagement qu'il aura pris avec les investisseurs de l'autre Partie Contractante concernant leurs investissements.

Article 11 Application

Le présent Accord doit s'appliquer aux investissements qui ont été réalisés avant ou après son entrée en vigueur par les investisseurs de chaque Partie Contractante conformément aux lois et règlements de l'autre Partie Contractante sur le territoire de cette dernière.

Article 12 Relations entre Parties Contractantes

Les dispositions du présent Accord doivent s'appliquer indépendamment de l'existence des relations diplomatiques et consulaires entre les Parties Contractantes.

Article 13 Consultations

1. Les Représentants des Parties Contractantes se réuniront de temps en temps dans le but de :

- a) examiner la mise en œuvre du présent Accord ;
- b) échanger des informations juridiques sur les opportunités des investissements ;
- c) résoudre les litiges résultant des investissements ;
- d) transmettre des propositions sur la promotion des investissements ;
- e) étudier d'autres questions liées aux investissements.

2. Lorsqu'une des Parties Contractantes propose une consultation sur toute question relative au paragraphe 1 du présent article, l'autre Partie Contractante doit donner une réponse prompte et les consultations se tiendront alternativement à Brazzaville et à Beijing.

Article 14 Entrée en vigueur, durée et résiliation

1. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les deux Parties Contractantes auront notifié chacune d'entre elles par écrit que leur procédure légale interne respectivement nécessaire y relative a été remplie et l'Accord demeurera en vigueur sur une période de dix ans.

2. Le présent Accord demeurera en vigueur si l'une des Parties Contractantes omet d'adresser une notification écrite à l'autre Partie Contractante pour résilier le présent Accord une année avant l'expiration de la période spécifiée au paragraphe 1 du présent article.

3. Après l'expiration de la période initiale de dix ans, l'une des Parties Contractantes peut à tout moment

résilier le présent Accord en adressant une notification écrite au moins un an avant à l'autre Partie Contractante.

4. En ce qui concerne les investissements réalisés avant la date de résiliation du présent Accord, les dispositions de l'article 1 à 13 vont demeurer effectives pour une période supplémentaire de dix ans à partir de cette date de résiliation.

En foi de quoi les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait en triple exemplaire à Beijing, le 20 mars 2000 en langues française, chinoise et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

Pour le Gouvernement de la République du Congo

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Chine

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Décret n° 2015-310 du 13 mars 2015 portant ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 8-2015 du 13 mars 2015 autorisant la ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décète :

Article premier : Est ratifié l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection des investissements signé à Beijing le 20 mars 2000, dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 13 mars 2015

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Basile IKOUEBE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances, du plan, du portefeuille public
et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

NOMINATION

Arrêté n° 6507 du 13 mars 2015. Le capitaine **BOLOKA (Mathilde)** est nommé chef de bureau de l'immigration, au service spécial transfrontalier de l'aéroport Antonio Agostino Neto de Pointe-Noire.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions antérieures contraires et prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

NOMINATION

Décret n° 2015-265 du 11 mars 2015. Le commissaire-colonel **ICKONGA-AKINDOU (Germain)** est nommé inspecteur de la logistique à l'inspection générale des forces armées congolaises et de la gendarmerie nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-266 du 11 mars 2015. Le colonel **MOUNKASSA (Urbain)** est nommé inspecteur des écoles à l'inspection générale des forces armées congolaises et de la gendarmerie nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-267 du 11 mars 2015. Le colonel **IGNOUMBA (Jean Aimé)** est nommé directeur des relations internationales et de la coopération militaire à la direction générale des affaires stratégiques et de la coopération militaire.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-268 du 11 mars 2015. Le colonel **ICKEY (Gaëtan)** est nommé commandant de la zone militaire de défense n° 3 Gamboma.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-269 du 11 mars 2015. Le colonel **NIAKEKELE (Fortuné)** est nommé commandant de la zone militaire de défense n° 5 Ouesso.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-270 du 11 mars 2015. Le colonel **MAHOUNGOU (Léon)** est nommé commandant de la zone militaire de défense n° 6 Impfondo.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-271 du 11 mars 2015. Le colonel **AMBETO (Alphonse)** est nommé commandant de la zone militaire de défense n° 7 Ewo.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-272 du 11 mars 2015. Le colonel **FOUEKELET (Simon Bernard)** est nommé commandant de la zone militaire de défense n° 8 Kinkala.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-273 du 11 mars 2015. Le capitaine de vaisseau **KANGA (Laurent Hippolyte)** est nommé chef d'état-major interarmées de la zone militaire de défense n° 5 Ouesso.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-274 du 11 mars 2015. Le colonel **DIMI Marcel** est nommé chef d'état-major interarmées de la zone militaire de défense n° 9 Brazzaville.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-275 du 11 mars 2015. Le colonel **OYENGA (Pépin)** est nommé commandant de la 23^e région militaire de défense de la zone militaire de défense n° 2.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-276 du 11 mars 2015. Le colonel **BOTATA (Albert)** est nommé commandant de la 22^e région militaire de défense de la zone militaire de défense n° 2.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-277 du 11 mars 2015. Le colonel **LIBOKO (François)** est nommé directeur de l'organisation et des ressources humaines de l'état-major général des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-278 du 11 mars 2015. Le colonel **MATINCOU KOUKASSABIO (Alexis)** est nommé directeur des transmissions de l'état-major général des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-279 du 11 mars 2015. Le colonel **ONDZIE (Félix)** est nommé commandant des écoles des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-280 du 11 mars 2015. Le colonel **ITOUA (Achille Evariste)** est nommé commandant de l'école nationale des sous-officiers d'active de Gamboma.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-281 du 11 mars 2015. Le colonel **GOHOUANI (Adrien)** est nommé directeur des transports du commandement de la logistique des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-282 du 11 mars 2015. Le colonel **GOMA (Thierry)** est nommé chef d'état-major adjoint de l'armée de terre.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-283 du 11 mars 2015. Le colonel **INGANI (Frédéric)** est nommé directeur de la doctrine d'emploi des armes de l'armée de terre.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-284 du 11 mars 2015. Le colonel **KOUTIKY (Vicky Constant)** est nommé directeur de la logistique de l'état-major de l'armée de terre.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-285 du 11 mars 2015. Le colonel **VINGHA (Charles)** est nommé commandant en second de la 40^e brigade d'infanterie de la zone militaire de défense n° 9 Brazzaville.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-286 du 11 mars 2015. Le colonel **EPASSAKA (Max Yvon)** est nommé chef

d'état-major de la 40^e brigade d'infanterie de la zone militaire de défense n° 9 Brazzaville.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-287 du 11 mars 2015. Le colonel **MOSSA (Etienne)** est nommé commandant de la 10^e brigade d'infanterie de la zone militaire de défense n° 1 Pointe-Noire.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-288 du 11 mars 2015. Le colonel **NDAKEBONGA AFOUYA (Emmanuel Gilbert)** est nommé commandant du 102^e bataillon aéroporté de la zone militaire de défense n° 1 Pointe-Noire.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-289 du 11 mars 2015. Le colonel **OHOLANGA (Guy Vincent De Paul)** est nommé commandant du bataillon de commandement des services et de sécurité du grand quartier général de l'état-major général des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-290 du 11 mars 2015. Le commandant **LEBELA (Gauthier)** est nommé chef d'état-major du groupement para commando.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-291 du 11 mars 2015. Le commandant **NGABIE (Thystère Thierry)** est nommé adjoint logistique du groupement para commando.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-292 du 11 mars 2015. Le colonel **OKESSE (Albert)** est nommé commandant du 535^e bataillon d'infanterie forestière de la zone militaire de défense n° 5 Ouesso.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Décret n° 2015-293 du 11 mars 2015. Le capitaine de vaisseau **BAYIZA (Jean Médard)** est nommé directeur du personnel militaire de l'état-major de la marine nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-294 du 11 mars 2015. Le lieutenant-colonel **MPEKE (Dominique)** est nommé commandant en second, chef d'état-major de l'école de la gendarmerie nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-295 du 11 mars 2015. Le commandant **ONIANGUE (Guy Noël)** est nommé chef d'état-major de la région de gendarmerie de la Likouala.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-296 du 11 mars 2015. Le commandant **MOUKOURI (Abdon Rock)** est nommé chef d'état-major de la région de gendarmerie du Pool.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-297 du 11 mars 2015. Le commandant **GANGUIA (Aloïse)** est nommé chef d'état-major de la région de gendarmerie des Plateaux.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-298 du 11 mars 2015. Le colonel **MAYOLA (Omer)** est nommé directeur régional du service de santé de la zone militaire de défense n°1.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Décret n° 2015-299 du 11 mars 2015. Le colonel **MBONGO (Guy Abel)** est nommé directeur de l'hôpital régional des armées de Pointe-Noire.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-300 du 11 mars 2015. Le colonel **ANGOULANGOULI (Ghislain Séverin Ernest)** est nommé directeur de la clinique chirurgicale des armées « Océan ».

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-301 du 11 mars 2015. Le colonel **ILLOYE (Jean Bertin)** est nommé médecin-chef de l'hôpital central des armées Pierre Mobengo.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Décret n° 2015-302 du 11 mars 2015. Le colonel **NGOLLO (Jocelyn Didier)** est nommé médecin-chef de l'hôpital régional des armées de Pointe-Noire.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6169 du 11 mars 2015. Le colonel **SAMBA MALONGA (Aurélien)** est nommé conseiller aux armées, à la gendarmerie et aux ressources humaines du ministre à la Présidence de la République chargé de la défense nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6170 du 11 mars 2015. Le colonel **OSSOYALI (Donatien)** est nommé chef de division emploi et opérations de la zone militaire de défense n° 9 Brazzaville.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6171 du 11 mars 2015. Le colonel **LONGANGUI (Cyr Lié)** est nommé chef de division de l'instruction et de l'entraînement de l'état-major de l'armée de terre.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6172 du 11 mars 2015. Le commandant **OKOKO HOMBE OKONGO (Ingrid Armel)** est nommé chef de division opérations du groupement para commando.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6173 du 11 mars 2015. Le commandant **LOUNGUI MALONDA (Jean Serge)** est nommé chef de division emploi et opérations de la zone militaire de défense n° 5 Ouesso.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

Arrêté n° 6174 du 11 mars 2015. Le commandant **ETOUA (Nestor)** est nommé chef de cabinet du commandant de la gendarmerie nationale.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

NOMINATION

Arrêté n° 6508 du 13 mars 2015. Mme **OVOUNGA** née **ANDIMA (Philomène)** est nommée chef du service des bourses à la direction des bourses et des œuvres universitaires de la direction générale des affaires sociales et des œuvres universitaires.

Mme **OVOUNGA** née **ANDIMA (Philomène)** percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de fonctions de l'intéressée.

MINISTERE DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE

NOMINATION

Arrêté n° 6510 du 13 mars 2015. M. **MANTINO** (**André**), assistant technique principal de

recherche de 10^e échelon est nommé attaché à l'aquaculture du ministre de la pêche et de l'aquaculture.

M. **MANTINO** (**André**) percevra les primes et indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Création

Département de Brazzaville

Année 2015

Récépissé n° 048 du 24 février 2015. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**CONGO OYE**", en sigle "**AS.C.O.**". Association à caractère socioéconomique. *Objet* : contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations; encourager les actions du développement. *Siège social* : Camp industriel, Bloc 13, district de Makabana, département du Niari. *Date de la déclaration* : 16 février 2014.

Récépissé n° 049 du 24 février 2015. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée "**LES ENFANTS UNIS DU CONGO**". Association à caractère socio-économique. *objet*: promouvoir l'unité entre les membres; contribuer à la création des activités socio-économiques du pays. *Siège social* : n° 22, avenue Marien Nguouabi, quartier Ming I, district de Makabana, département du Niari. *Date de déclaration* : 16 février 2015.

Récépissé n° 063 du 25 février 2015. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**ASSOCIATION GAGNONS ENSEMBLE**", en sigle "**A.G.E**". Association à caractère social. *Objet* : encourager les jeunes à apprendre des métiers ; organiser des séminaires, des échanges et des conférences pour l'éducation des jeunes. *Siège social* : n° 15, rue Ngongo d'outre-mer à Ming II, district de Makabana, département du Niari. *Date de la déclaration* : 16 février 2015.

Récépissé n° 074 du 27 février 2015. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**HELP-CONGO**". Association à caractère social. *Objet* : contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations. *Siège social* : n° 24, rue Colonel Brisset, centre-ville, Poto-Poto, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 25 février 2015.

Récépissé n° 082 du 27 février 2015.

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**AGISSONS POUR NOTRE CONGO**", en sigle "**A.N.C**". Association à caractère socioéconomique. *Objet* : cultiver la solidarité entre les membres ; promouvoir les activités socioéconomiques. *Siège social* : cité des Cadres, B n° 6, district de Makabana, département du Niari. *Date de la déclaration* : 23 février 2015.

Récépissé n° 092 du 27 février 2015.

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**ASSOCIATION PAROLE AU PEUPLE**", en sigle "**A.P.A.P.**". Association à caractère socioéconomique. *Objet* : cultiver la solidarité entre les membres ; œuvrer pour le développement socioéconomique. *Siège social* : camp Mpipa, case n° 32, camp industriel, district de Makabana, département du Niari. *Date de la déclaration* : 25 février 2015.

Année 2014

Récépissé n° 567 du 5 décembre 2014.

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décen

tralisation de l'association dénommée : "**MUTUELLE CLUB D'AMIS**", en sigle "**M.C.A**". Association à caractère social. *Objet* : élever le niveau de conscience de ses membres ; raffermir les relations d'amitié, de solidarité et d'entraide entre les membres ; soutenir les membres moralement, matériellement et financièrement, en cas d'évènement heureux ou malheureux. *Siège social* : n° 115, rue Bénin, Talangai, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 27 août 2014.

Récépissé n° 611 du 30 décembre 2014.

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**CONSEIL D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE MAKABANA**", en sigle "**C.A.D.E.S.MA.**". Association à caractère socioéconomique. *Objet* : contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations ; œuvrer pour le désenclavement des axes ruraux ; lutter contre le chômage en milieu juvénile ; contribuer à l'évacuation des produits agricoles des paysans. *Siège social* : n° 15, avenue Jean Silvos, quartier Migougoulou II, district de Makabana, département du Niari. *Date de la déclaration* : 24 décembre 2014.

Imprimé dans les ateliers
de l'imprimerie du Journal officiel
B.P.: 2087 Brazzaville

